

N°208

Février 2010



3^{ème} trimestre 2009 : une sortie de crise à consolider



Au troisième trimestre 2009, le PIB progresse de 0,3%, malgré une consommation des ménages qui s'effrite.

Les perspectives d'activité pour le début de l'année 2010 sont bonnes. Toutefois, la nécessité de réduire les déficits publics pourrait peser sur la dynamique de sortie de crise. La situation se dégrade moins sur le marché de l'emploi, mais le chômage ne se stabiliserait pas avant la fin du premier semestre, et toucherait 9,8% de la population active à l'été 2010.



En Lorraine, au troisième trimestre 2009, le recul de l'emploi salarié continue, mais à un rythme moindre.

Seul l'emploi intérimaire progresse, ce qui pourrait être associé à des anticipations positives de la situation économique à venir. Les exportations lorraines diminuent de 23,5% par rapport à 2008. La création d'entreprise est en repli, malgré l'essor de l'auto-entrepreneuriat. Le taux de chômage semble se stabiliser, le nombre de demandeurs d'emploi diminuant même légèrement.

PIB français :

+ 0,3%

Exportations françaises :

+ 1,7%

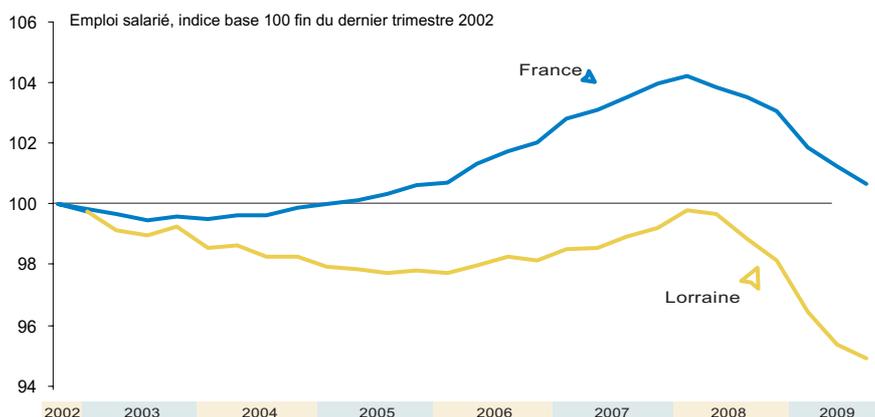
Emploi salarié lorrain :

- 0,4%

Chômage lorrain :

9,9%

Moindre dégradation de l'emploi en Lorraine qu'au niveau national



Champ : ensemble des secteurs marchands (intérim compris).

Source : Insee, estimations d'emploi

Conjoncture nationale et internationale : sortie de récession confirmée



Allemagne

Au troisième trimestre 2009, le PIB allemand augmente de 0,7% par rapport au trimestre précédent. La croissance se poursuit pour le deuxième trimestre consécutif en raison du redressement des exportations et de la reprise de la demande des entreprises et des ménages. Le taux de chômage se stabilise à 8% de la population active. Sur un an, l'emploi salarié se contracte de 0,7%, l'Allemagne perd plus de 208 000 emplois salariés par rapport à septembre 2008.

En Sarre et en Rhénanie-Palatinat, le chômage touche respectivement 7,7% et 5,8% de la population active en septembre 2009. Entre septembre 2008 et septembre 2009, les deux Länder perdent chacun plus de 6 000 emplois salariés, ce qui représente 1,9% de l'emploi en Sarre et 0,5% en Rhénanie-Palatinat.

Au 3^{ème} trimestre 2009, le PIB français progresse de 0,3%, malgré une consommation des ménages qui s'effrite. La reprise française intervient dans un contexte de sortie de récession qui ne profite pas pareillement à tous les pays. En France, les perspectives d'activité sont bonnes, avec notamment un rebond attendu de la consommation des ménages. Toutefois, la nécessité structurelle de réduire les déficits publics peut peser à court terme sur la dynamique de sortie de crise. Enfin, la situation se dégrade moins fortement qu'auparavant sur le marché de l'emploi. Toutefois, une stabilisation du chômage n'interviendrait pas avant la fin du premier semestre 2010.

Au troisième trimestre 2009, le produit intérieur brut français progresse de 0,3%, confirmant la sortie de récession amorcée au trimestre précédent. Les échanges extérieurs contribuent positivement, quoique plus modérément, au rétablissement de la croissance. Les exportations progressent plus rapidement (+1,7%) que les importations (+0,4%). Le secteur automobile bénéficie de la reprise des échanges commerciaux mondiaux. Les importations dans ce secteur font un bond (+12,8%), les exportations ne sont pas en reste (+10,8%).

ment des ménages en logement neuf se contracte à nouveau, fortement (-2,3%). Cette contraction intervient tandis que le marché interbancaire fonctionne à nouveau normalement. Le coût du crédit reste cependant plus élevé et son octroi plus sélectif qu'avant la crise. Ce renchérissement se répercute dans une moindre mesure sur l'investissement des entreprises, qui recule de 1% ce trimestre. Cette situation de sous-investissement s'explique aussi par les surcapacités de production générées durant la crise.

Consommation des ménages : léger recul

Les dépenses de consommation des ménages, ayant joué un rôle stabilisateur durant la crise, marquent le pas (+0,1%). L'investisse-

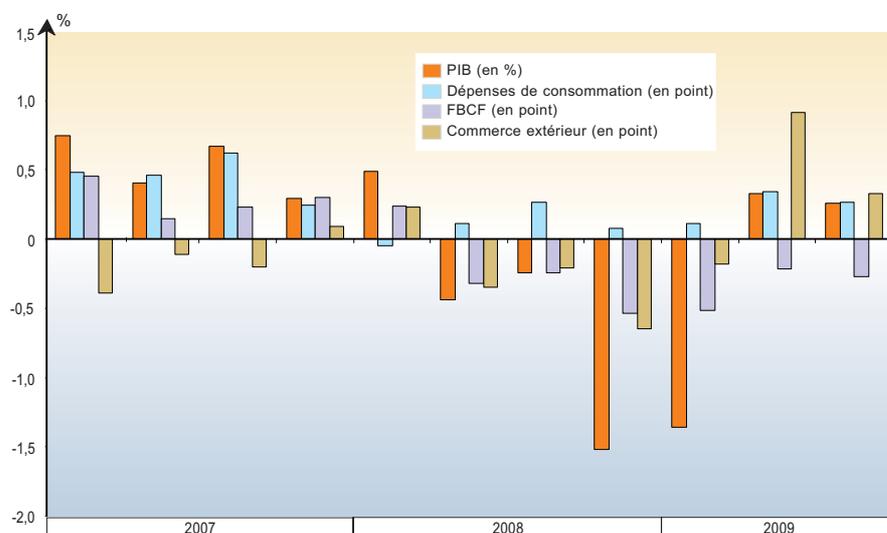
Une reprise à rythme variable selon les pays

La reprise française s'inscrit dans un contexte international marqué par le dynamisme retrouvé des échanges commerciaux, le retour de la confiance sur les marchés in-

Sources internationales :

- Note de conjoncture de l'Insee
- Service des études et de la statistique du ministère de la région wallonne
- Service central de la statistique et des études économiques du Luxembourg
- Statistisches Landesamt Saarland
- Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz
- Bulletin luxembourgeois de l'emploi

Le recul de l'investissement pénalise la croissance



Source : Insee - comptes nationaux trimestriels

terbancaires et les effets produits par les plans de relance. L'action conjuguée d'une politique monétaire expansionniste - passant par une baisse des taux d'intérêt sans précédent - et d'une politique budgétaire visant à soutenir la demande a permis d'éviter une dépression généralisée de l'économie mondiale. Toutefois, l'année 2009 restera marquée par un premier semestre extrêmement dépressif, atténué par un début de second semestre prometteur. Aux États-Unis, la reprise économique serait plus forte que prévu. En Chine, le plan de relance produit ses effets en redonnant de la vigueur à la croissance chinoise qui, par ricochet, stimule l'ensemble du Sud-Est asiatique. Néanmoins, ce redémarrage ne bénéficie pas à tous les pays, notamment au sein de la zone euro. L'Espagne et le Royaume-Uni ne sont pas encore sortis de la récession. En revanche, l'économie allemande, performante à l'exportation, profite de la reprise du commerce mondial.

De bonnes perspectives d'activité

En France, les perspectives d'activité pour la fin d'année 2009 et le début d'année 2010 sont bien orientées d'après les enquêtes de conjoncture menées auprès des chefs d'entreprise, avec toutefois des craintes d'atténuation de la reprise dans l'industrie. La croissance française progresserait à un rythme trimestriel de 0,4%, et ce jusqu'à la mi-2010. Au dernier trimestre 2009, la croissance serait soutenue par un rebond de la consommation des ménages, anticipant la fin ou la diminution de la prime à la casse dans le secteur automobile. Ensuite, la consommation des ménages s'ajusterait fortement à la baisse. La stabilisation du marché immobilier devrait permettre de freiner la baisse d'activité dans le secteur de la construction. Autre motif d'optimisme : des anticipations prometteuses sur la demande pourraient inci-

ter les entreprises à reconstituer leurs stocks plus rapidement que prévu, générant un surplus d'activité.

Déficit public : à résorber habilement

Sur ces perspectives encourageantes plane néanmoins une menace qui relève du dilemme. Certains États, en voie de sortie de crise, pourraient être tentés d'interrompre prématurément et unilatéralement leur plan de soutien à l'activité économique. Cette décision se justifierait par un souci de réduction rapide des déficits, que la crise a considérablement aggravés. Laisser filer les déficits pourrait entraîner un relèvement des taux d'intérêt, dommageable pour la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Mais stopper les plans de relance pourrait gripper une mécanique économique encore convalescente. Tel est le réglage fin auquel les États sont tenus : soutenir la demande suffisamment longtemps tout en proposant un plan de réduction des déficits crédible.

Chômage : pas de stabilisation avant mi-2010

Si la sortie de la récession n'a pas encore inversé la tendance sur le marché du travail, du moins l'a-t-elle infléchi. Au premier semestre 2009, l'économie française a détruit 260 000 emplois, et en détruirait 110 000 au second semestre. Au premier semestre 2010, l'emploi continuerait de se contracter dans des proportions comparables. Aussi, la tendance à la hausse du chômage, très forte au premier semestre 2009, devrait fléchir sans toutefois se stabiliser. Le chômage toucherait 9,4% de la population active fin 2009 en France métropolitaine, et 9,8% à l'été 2010.



Après deux trimestres successifs de baisse, le PIB belge repart à la hausse (+0,7%) au troisième trimestre 2009, mettant fin à la récession en Belgique.

En septembre 2009, le taux de chômage atteint 8%. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 12,1% (+62 600 chômeurs). L'emploi salarié recule de 0,4% au cours du troisième trimestre 2009, soit une perte de 15 800 postes.



Au troisième trimestre 2009, le PIB luxembourgeois renoue avec la croissance, après le déclin des cinq trimestres précédents. La progression est nettement plus marquée au Luxembourg (+4,2%) que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+0,4%). Mais il s'agit d'un phénomène de rattrapage résultant d'une mauvaise performance au trimestre précédent (-2,7%).

Sur un an, l'emploi total intérieur a augmenté faiblement (+0,1%). L'emploi frontalier recule de 0,7% sur la même période, soit une perte de 1 000 emplois.

Le taux de chômage continue d'augmenter au Luxembourg et touche 5,7% de la population active. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 35% sur un an, soit 3 500 demandeurs d'emplois supplémentaires.

Biens et services : Équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés

Évolution trimestrielle (en %) données cjo-cvs	2007				2008				2009				Évolution annuelle	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2008	2009
Produit Intérieur Brut	0,7	0,4	0,7	0,3	0,5	-0,4	-0,2	-1,5	-1,4	0,3	0,3		0,3	-2,3
Importations	0,9	2,1	1,7	-0,7	1,4	-1,1	0,2	-3,5	-5,9	-2,6	0,4		0,6	-10,2
Dépenses de consommation des ménages	0,7	0,6	1,0	0,4	-0,2	0,1	0,2	0,0	0,2	0,4	0,1		0,9	0,6
Dépenses de consommation des administrations publiques	0,3	0,4	0,2	0,1	0,2	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,7		1,1	1,4
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) totale	2,2	0,7	1,1	1,4	1,0	-1,5	-1,2	-2,5	-2,4	-1,0	-1,4		0,4	-6,6
dont : ENF (sociétés)	3,0	0,9	1,6	1,8	2,1	-1,4	-0,7	-2,9	-3,3	-1,1	-1,0		2,4	-7,4
Ménages	1,4	0,8	0,8	1,2	0,1	-1,4	-2,7	-2,6	-1,7	-1,6	-2,3		-1,4	-7,5
APU (administrations publiques)	2,7	0,6	-0,2	0,3	-1,5	-3,1	-1,1	-1,7	-0,8	0,2	-1,0		-4,5	-3,8
Exportations	0,4	1,9	1,2	-0,5	2,3	-2,4	-0,5	-6,1	-7,3	0,4	1,7		-0,6	-11,3
Demande intérieure totale	1,1	0,5	0,8	0,2	0,3	-0,1	-0,1	-0,9	-1,2	-0,5	0,0		0,6	-2,3

Source : Insee - Comptes nationaux trimestriels

Conjoncture Lorraine :

un répit dans des difficultés qui perdurent

MÉTHODOLOGIE

Les chiffres de l'emploi sont établis à partir du 2^{ème} trimestre 2009 sur la base de la nomenclature révisée «NAF rev2». Le champ des secteurs «principalement marchands» couvre 15 des 17 postes de cette nouvelle nomenclature (Secteur DE à MN et secteur RU). Ce nouveau champ, pratiquement équivalent à celui utilisé dans l'ancienne nomenclature, permet de regrouper les activités particulièrement sensibles à la conjoncture.

Les estimations d'emploi trimestrielles calculées sur le champ du secteur principalement marchand prennent désormais en compte les effectifs intérimaires. L'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale) sont par contre exclus du champ.

Sidérurgie

Au troisième trimestre 2009, la production lorraine de produits sidérurgiques recule de 47% par rapport au troisième trimestre 2008. La chute de la production est de moindre ampleur (-27%) au niveau national.

Les productions de fonte et d'acier bruts sont particulièrement affectées en Lorraine avec des baisses respectives de 68% et 63% sur un an. Sur la même période, la production régionale de produits finis laminés baisse de 21%.

Les exportations lorraines de produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier s'effondrent (-46%) par rapport au troisième trimestre 2008.

Au troisième trimestre 2009, l'emploi lorrain continue de se contracter mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent. Tous les secteurs sont touchés, à l'exception de l'intérim. Le rebond de l'emploi intérimaire doit être associé à des anticipations positives quant à la situation économique à venir. Les exportations lorraines ne bénéficient pas encore de la reprise allemande. La création d'entreprise enregistre un repli après un premier semestre marqué par le décollage de l'auto-entrepreneuriat. Le chômage semble se stabiliser, le nombre de demandeurs d'emploi diminuant même légèrement.

Au troisième trimestre 2009, l'emploi salarié lorrain dans les secteurs marchands, intérim compris, recule de 0,4%, contre une baisse de 0,6% au niveau national. Cette moindre dégradation reste toutefois conjoncturelle. En glissement annuel, l'emploi s'est dégradé davantage en Lorraine (-3,9%) qu'en moyenne nationale (-2,7%).

Automobile : la crise perdure

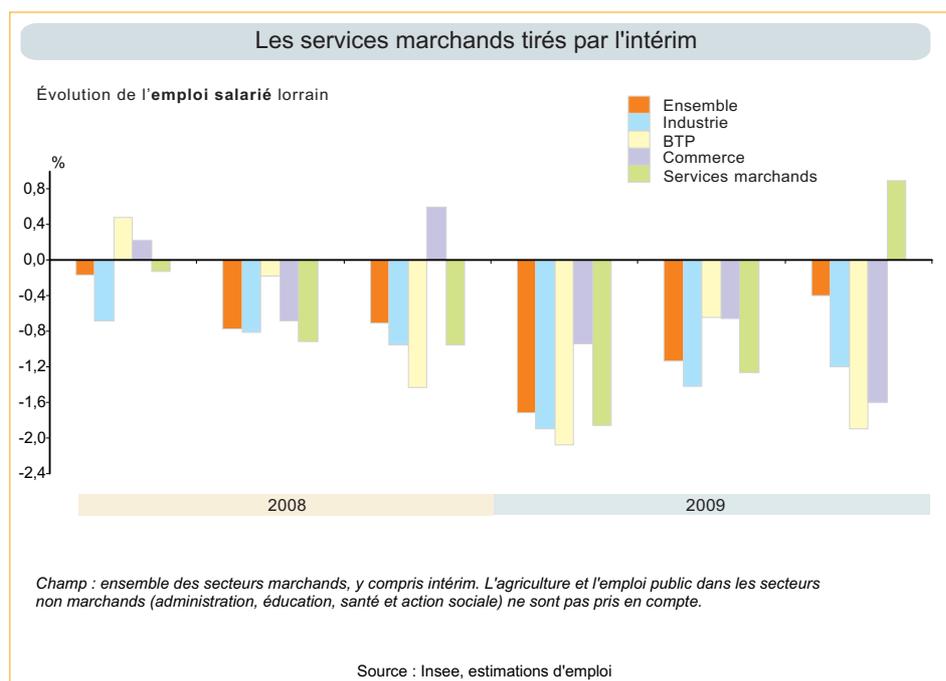
Ayant subi ou anticipant une baisse d'activité, quelques sous-traitants automobiles ont annoncé des suppressions de postes. Ainsi, HONEYWELL-GARETT, à Thaon-les-Vosges, a procédé à la suppression de 73 postes de travail. En quatre ans, le site de Thaon-les-Vosges aura été amputé de plus de la moitié de ses effectifs, passant de 1 400 à 700 employés. Autre sous-traitant victime de la crise du secteur automobile, EUROSTAMP, installé à Villers-la-Montagne,

a décidé de supprimer 107 emplois sur les 485 que compte l'établissement.

En amont, NUMALLIANCE, implanté à Saint-Michel-sur-Meurthe, a procédé au licenciement de 25 salariés, après avoir eu recours au chômage partiel pour faire face à la baisse des commandes. En aval de la filière, GEODIS, spécialisé dans la logistique, a annoncé la fermeture du site de Thionville. Cette fermeture concerne 20 salariés.

Florange : redémarrage conjoncturel ou pérenne ?

Pour répondre à la reprise de la demande d'acier, le groupe ARCELOR-MITTAL a décidé de remettre en fonctionnement un des hauts fourneaux du site de Florange. Cette reprise permettra non seulement de mettre fin au chômage partiel, mais également de recruter



du personnel. Au total, cela représente entre 500 et 600 emplois, auxquels il conviendrait d'ajouter ceux générés chez les sous-traitants. Néanmoins, des interrogations subsistent sur la pérennité de l'activité du haut-fourneau remis en service. Dans le même temps, la direction a fait part de son intention de délocaliser en Inde et en Pologne la plateforme comptable de Florange pour fin 2010. Quatre-vingts emplois sont concernés par cette externalisation.

Enfin, dans le cadre du développement durable, le site de Florange a été retenu pour le projet Ulcos (Ultra Low CO2 Steel Making), dont l'objectif est le développement de technologies pour la captation et le stockage de CO².

Quelques projets durables

Dans la même lignée, une coopération entre les groupes GDF-SUEZ et TOTAL devrait déboucher sur la création d'une usine d'assemblage de panneaux photovoltaïques, avec à la clé une centaine d'emplois générés sur le futur Composite Park de Porcellette, près de Saint-Avold. À cela s'ajoute la reconversion du parc à charbon de Diesen en parc de panneaux solaires. Ces projets représentent une bouffée d'oxygène pour un bassin d'emploi sévèrement touché par les restructurations à l'œuvre actuellement à Carling, tant sur le site pétrochimique qu'à la cokerie.

Baisse de l'emploi, sauf dans l'intérim

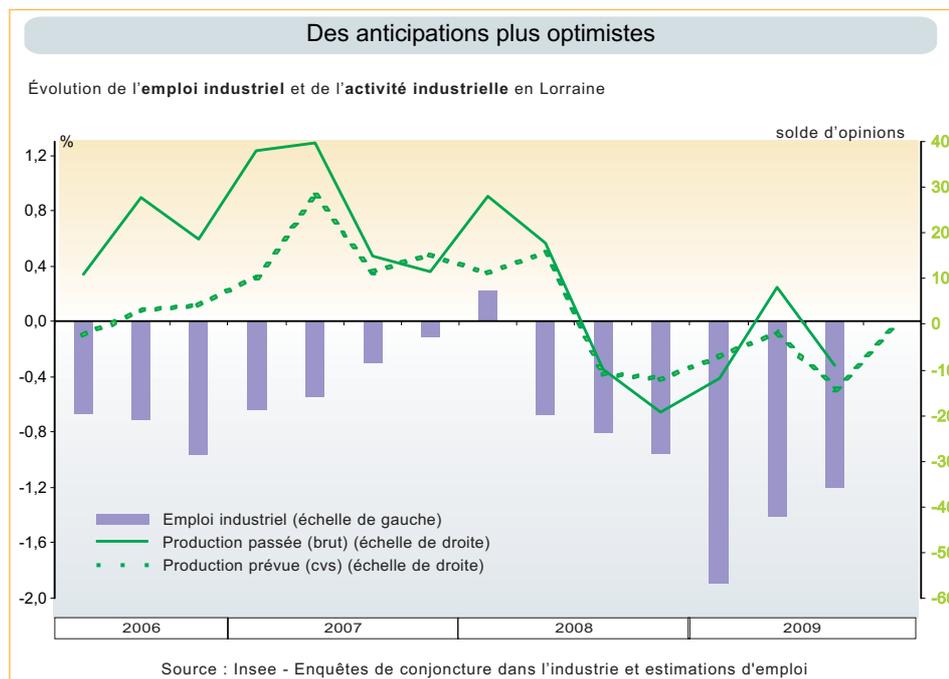
Ces projets générateurs d'emplois ne parviennent toutefois pas à infléchir la tendance globale à la baisse de l'emploi

lorrain. En effet, au troisième trimestre 2009, l'emploi continue de diminuer dans tous les secteurs d'activités. Dans l'industrie, près de 1 800 postes ont été supprimés. Dans le commerce, les effectifs salariés reculent de 1,6%. Dans le secteur de la construction, l'emploi continue de s'ajuster à la baisse, et ce malgré les prémices d'une reprise dans le secteur immobilier. Dans les services marchands, la hausse constatée est en trompe-l'œil.

Elle résulte du très fort redémarrage de l'emploi intérimaire (+20%). Ce dernier s'était très fortement contracté au cours des trois trimestres précédents. Sur un an, le travail intérimaire chute de plus de 30%. Il joue le rôle d'indicateur avancé de conjoncture. En phase récessive, le travail intérimaire est le premier à se contracter, les entreprises ajustant leurs effectifs en fonction de la dépréciation de la demande. À l'inverse, en phase de reprise, il permet aux entreprises de relancer l'activité, dans un contexte encore incertain, avec des contrats plus souples que les contrats de travail traditionnels, à durée déterminée ou indéterminée. Ce rebond de l'intérim peut donc être associé au retour d'une confiance modérée dans l'activité économique récente et future.

Des perspectives modérément favorables

Ainsi, dans les services, la moitié des chefs d'entreprise lorrains interrogés portent un regard favorable sur l'activité passée dans les services, au cours du troisième trimestre. L'orientation de la demande est également ressentie favorablement par la moitié des chefs d'entreprise interrogés, alors qu'ils étaient encore une



large majorité à la juger mal orientée au trimestre précédent.

Dans l'industrie également, près de la moitié des chefs d'entreprise anticipent de meilleures perspectives de production pour la fin d'année 2009. Le regard porté sur la production passée reste toutefois majoritairement négatif, mais ce résultat porte sur la période estivale, où l'activité dans l'industrie tourne au ralenti.

Une majorité juge négativement l'orientation passée de la demande étrangère. Ce résultat est confirmé par les chiffres du commerce extérieur lorrain.

Exportations : raté au redémarrage

Au troisième trimestre 2009, les exportations lorraines sont en recul de 23,5% par rapport au même trimestre de l'année 2008. Le commerce extérieur lorrain ne bénéficie donc pas encore des reprises économiques, européenne et mondiale. En particulier, la croissance allemande ne produit pas encore ses effets sur les exportations Outre-Rhin des produits lorrains (-24,4%).

Comme au trimestre précédent, cette baisse affecte la quasi-totalité des secteurs, dont les principaux. Ainsi, le secteur des «matériels de transport», qui inclut l'automobile, enregistre une baisse de ses ventes à l'étranger de 17,8% par rapport au troisième trimestre 2008. Dans le secteur des produits métallurgiques et métalliques, la baisse des exportations est encore plus marquée, avec une contraction de plus d'un tiers (-36,2%).

Repli des créations mais succès de l'auto-entrepreneuriat

Au cours du troisième trimestre 2009, plus de 3 800 entreprises ont été créées

en Lorraine (données CVS-CJO), soit une baisse de 7,8% par rapport au trimestre précédent. Ce recul est également constaté au niveau national, avec un repli du nombre de créations de 5,2%. Toutefois, en évolution annuelle, les créations progressent de 82,4% en Lorraine, contre 72,1% nationalement.

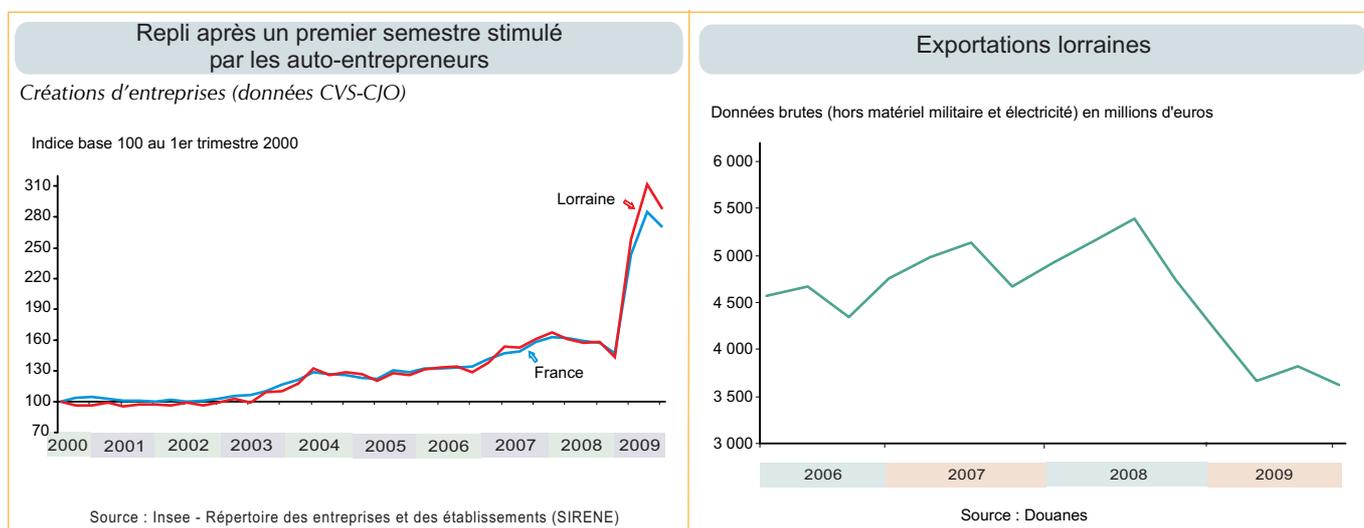
Ces évolutions fortes reflètent en grande partie l'engouement provoqué par la mise en place du nouveau statut d'auto-entrepreneur.

Les quatre départements lorrains profitent de l'embellie. En évolution annuelle, le nombre de créations d'entreprises a augmenté de 73,8% dans les Vosges et de 117,9% dans la Meuse. Avec près de 85% d'augmentation, Moselle et Meurthe-et-Moselle occupent une position intermédiaire. Au troisième trimestre 2009, la part d'auto-entrepreneurs dans l'ensemble des créations excède les 60%, et ce, quel que soit le département.

Sectoriellement, les créations sont en recul dans les principaux secteurs d'activité par rapport au deuxième trimestre 2009. Ainsi, dans l'industrie, le nombre de créations est en repli d'environ 3%. La baisse est davantage marquée dans le commerce, avec une diminution de près de 10%. Dans la construction, le nombre de créations faiblit légèrement (-2,8%) tandis que le recul est très net dans les activités immobilières.

Autorisations de construction : très fort repli

Malgré des signes encourageants dans le secteur immobilier au niveau national, cette tendance n'est pas encore perceptible en Lorraine. Outre un emploi en recul et une diminution des créations d'entreprises, le nombre de logements



autorisés est en très forte baisse (-63%) par rapport au troisième trimestre 2008. Toutefois, cet effondrement est à relativiser : les autorisations de construction avaient atteint un niveau record (5 280) au troisième trimestre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2009, le nombre de logements autorisés devrait reculer de près de 25% par rapport à l'année 2008.

Chômage : vers la stabilisation

Fin septembre 2009, en Lorraine, 9,9% de la population active est sans emploi. La tendance du chômage est à la stabilisation, à l'instar de ce qui est observé au niveau national. Toutefois, l'écart se creuse entre taux de chômage régional et national, signe que la crise économique a particulièrement affecté la Lorraine. Sur un an, le taux de chômage lorrain a grimpé de 2,3 points, contre 1,7 point national.

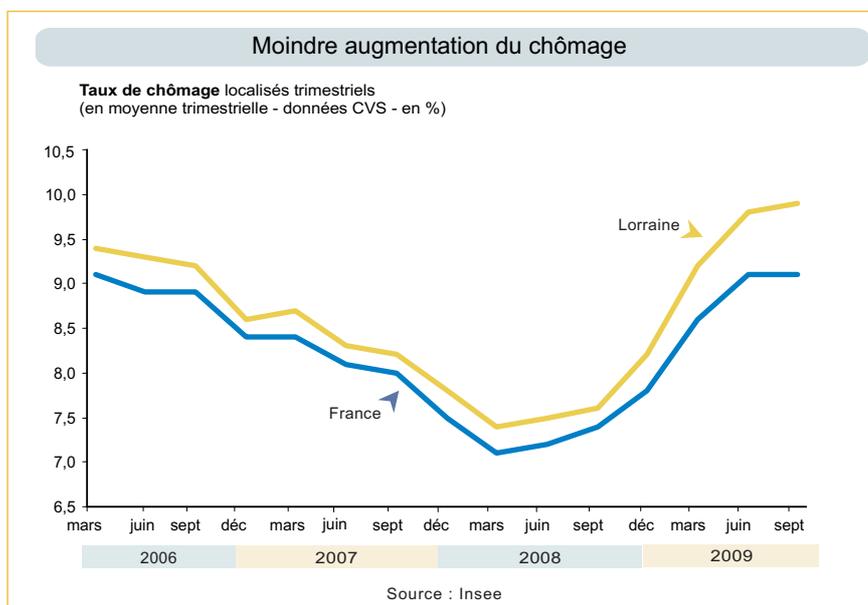
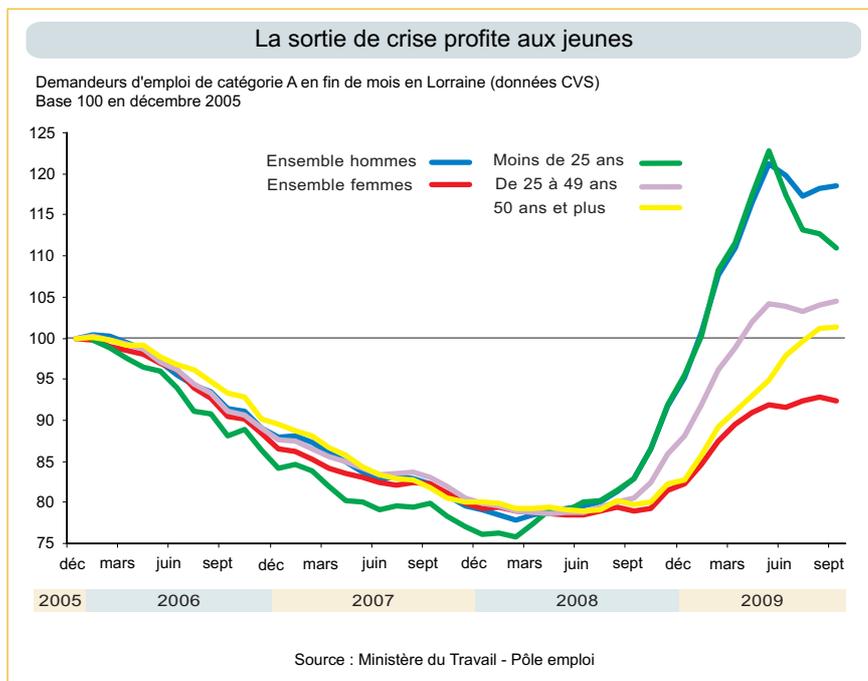
La Meurthe-et-Moselle reste le seul département lorrain dont le taux de chômage est inférieur à 10%. Dans la Meuse, le chômage continue de progresser par rapport à juin 2009, avec une hausse de 0,2 point. En Moselle, le chômage se stabilise. Dans les Vosges, il enregistre un léger recul. Mais ce département reste le plus touché, avec 10,4% de la population active à la recherche d'un emploi.

Demandeurs d'emploi : inversion de tendance

Entre fin juin et fin septembre 2009, le nombre de demandeurs d'emplois diminue légèrement (-0,2%) en Lorraine tandis qu'il continue d'augmenter au niveau national (+2%). Ce bon résultat conjoncturel ne doit pas occulter la très forte dégradation du marché du travail régional. Fin septembre 2009, plus de 100 000 Lorrains sont à la recherche d'un emploi, soit 30% de plus qu'un an auparavant.

Cette dégradation est de 5 points supérieure à celle observée en moyenne nationale.

Les seuls bénéficiaires de cette embellie relative sont les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Leur nombre est en recul de 5,6% par rapport à juin 2009. Dans les autres tranches d'âge, la situation continue de se dégrader. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus augmente de 3,5%. Toutefois, en glissement annuel, les jeunes demeurent la catégorie qui aura le plus souffert de la



crise, avec un nombre de demandeurs d'emploi en hausse de plus d'un tiers.

Signe de la reprise, le nombre de demandeurs d'emploi depuis moins de 6 mois est en recul de 4,7%. Mais dans le même temps, le nombre de Lorrains au chômage depuis plus d'un an est en hausse de plus de 9%. Ainsi, plus d'un demandeur lorrain sur quatre est un chômeur de longue durée.

Au troisième trimestre 2009, le pôle emploi a enregistré plus de 24 000 offres d'emplois, en diminution de plus de 18% par rapport au même trimestre de l'année 2008. La baisse des offres est généralisée, quel que soit le type de contrat. Les contrats proposés d'une durée au moins égale à 6 mois accusent

un repli de près de 15%. Les contrats occasionnels, d'une durée inférieure à un mois, reculent de plus de 7%.

- ▶ Yann KUBIAK
- ▶ Florence LEMMEL
- ▶ Olivier SERRE

Savoir plus :

- Point de conjoncture de l'Insee - Octobre 2009

- Cahiers lorrains de l'emploi - Le marché du travail en septembre 2009 - DRTEFP de Lorraine - Septembre 2009

- Site internet : www.insee.fr

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

Insee

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot

CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS

Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA

Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIALE
ET RELATIONS MÉDIAS

Brigitte VIENNEAUX

RÉDACTRICE EN CHEF
Agnès VERDIN

RÉALISATION DE PRODUITS
ÉDITORIAUX

Édith ARNOULD

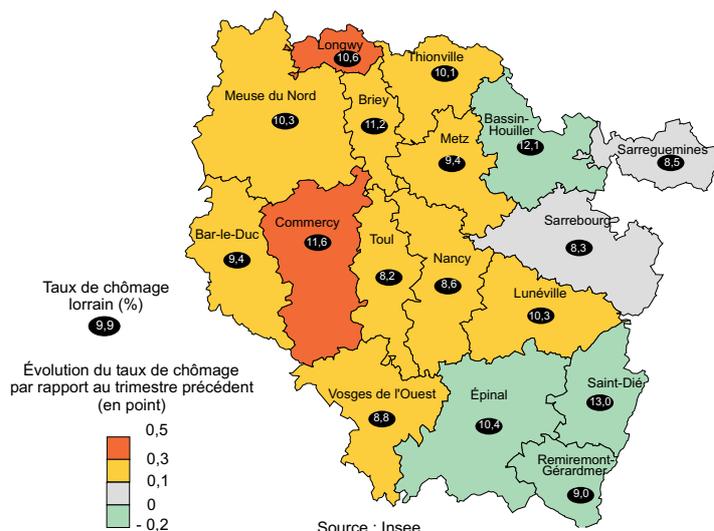
Marie-Thérèse CAMPISTROUS

N° à la CPPAP AD 176

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2010

Chômage : quasi-stabilité



Au troisième trimestre 2009, le chômage touche 9,9% de la population active en Lorraine, soit 0,1 point de plus qu'au trimestre précédent. La situation semble se stabiliser après les fortes hausses des trimestres passés. Le taux de chômage augmente fortement dans les zones d'emploi de Commercy (+0,5 point) et de Longwy (+0,3 point). En revanche, dans les Vosges (hors Vosges de l'Ouest) et le Bassin Houiller, le taux de chômage diminue de 0,2 point. Les zones d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges et du Bassin Houiller restent néanmoins les plus affectées par le chômage. Toul, Sarreguemines et Nancy sont toujours moins touchées que les autres zones.

MÉTHODOLOGIE

Demandeurs d'emploi en fin de mois

Depuis février 2009, les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon de nouveaux regroupements statistiques (catégories A, B, C, D, E). La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte, d'au plus 78 heures au cours du mois (catégorie B), ou une activité réduite longue, de plus de 78 heures au cours du mois (catégorie C). Par ailleurs, certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi : elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles (catégorie D), soit pourvues d'un emploi (catégorie E).

La production industrielle

L'Insee effectue une enquête nationale trimestrielle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le solde d'opinion pour la Lorraine correspond aux réponses nationales corrigées des effets de structure. Les séries sont présentées corrigées des variations saisonnières.

LES CHIFFRES CLÉS EN LORRAINE

Indicateurs conjoncturels	3 ^{ème} trimestre 2009	2 ^{ème} trimestre 2009	3 ^{ème} trimestre 2008
Évolution de l'emploi salarié (Insee - URSSAF) CVS	-0,4%	-1,1%	-0,8%
Taux de chômage au sens du BIT (Insee) CVS	9,9%	9,8%	7,6%
Demandes d'emploi en fin de mois, catégorie A (Pôle emploi-DRTEFP) CVS	100 150	100 350	76 990
Demandes d'emploi en fin de mois, part des moins de 25 ans (Pôle emploi-DRTEFP) CVS	20,2%	21,3%	19,6%
Créations d'entreprises (toutes origines) (Insee SIRENE) CVS	3 826	4 150	2 098